

EDITION DW AKADEMIE | 2021

Médias, migration et exil au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Une étude exploratoire



Made for minds.

Soutenu par le



Ministère fédéral de la
Coopération économique
et du Développement

L'ours

PUBLIÉ PAR

Deutsche Welle
53110 Bonn
Germany

RESPONSABLE

Carsten von Nahmen

ÉDITEUR

Ole Tangen Jr

AUTEURE

Heike Thee
Firas Talhouk, Liban
Philip Madanat, Jordanie
Moutaz Ali; Zuhair Abusrewil, Libye
Ahmed Rafrafi, Tunisie
Nawel Guellal, Algérie
Salaheddine Lemaizi, Maroc

MISE EN PAGE

Nilab Amir

DATE DE PUBLICATION

Avril 2021

© DW Akademie

CRÉDITS PHOTOS

6: © DW/N. Al-Jezairi | 10: © DW/O. Ahmad | 12: © picture alliance/Mika Schmidt
18 und 20: © picture alliance / ZUMAPRESS.com | Carlos Gil



Médias, migration et exil au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Une étude exploratoire

Table des matières

1. Introduction	6
2. Liban - L'accès coûteux à Internet augmente la vulnérabilité	10
3. Jordanie - La disparité d'accès aux ressources révèle le clivage entre zones rurales et urbaines	12
4. Libye - Les conflits prolongés redéfinissent les mouvements migratoires	14
5. Tunisie - L'équilibre entre porte d'entrée en Europe et pays de destination	16
6. Algérie - Le manque de données disponibles limitent les détails sur la migration et le déplacement	18
7. Maroc - La coopération avec les communautés de migrants est essentielle	20

01

Introduction

MAROC

TUNISIE

LIBAN

ALGÉRIE

LIBYE

JORDANIE



Comment la vie quotidienne dans les camps de réfugiés est elle médiatisé?

Les photos de réfugiés en train d'écrire un message sur leur smartphone ou de prendre un selfie montrant leur soulagement une fois arrivés sur les côtes grecques ou n'importe où ailleurs sur leur route - souvent très longue - ont largement fait le tour des réseaux sociaux. Les commentaires associés y expriment très souvent de l'incompréhension, voire de la moquerie, ce qui révèle deux réalités principales. Premièrement, les réactions témoignent de l'ancrage profond des stéréotypes, de ce à quoi un réfugié devrait ressembler et de ce qu'il devrait faire. Deuxièmement, elles indiquent clairement que le grand public n'a aucune idée de ce qu'un smartphone signifie pour une personne en fuite. Or, c'est un objet qui peut être aussi important que la nourriture, un abri ou un gilet de sauvetage.

En creusant un peu plus le sujet, il devient rapidement évident que les smartphones offrent des services vitaux : les différentes plateformes en ligne facilitent l'intégration et le dialogue avec les communautés d'accueil, les informations pertinentes atteignent des millions de personnes via les réseaux sociaux, tandis que les groupes locaux WhatsApp informent sur les droits et devoirs des réfugiés - des informations qui jouent un rôle fondamental pour le quotidien des réfugiés. Ces exemples soulignent la nécessité qu'il y a de se familiariser avec les migrants et réfugiés du 21^{ème} siècle au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et de comprendre en détails leurs usages des médias numériques tout autant que les productions médiatiques à leur sujet.

Qui a accès aux informations les plus importantes et comment ? Comment les acteurs humanitaires et les personnes travaillant dans le développement des médias doivent-ils communiquer avec les communautés dans le besoin ? Quels sont les outils et les stratégies les plus efficaces ?

Pour répondre à ces questions et à d'autres portant sur le même sujet, la DW Akademie a commandé en 2019/2020 une étude de terrain dans six pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord : le Liban, la Jordanie, la Libye, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc. Le projet de réaliser cette étude découle de la longue expérience de la DW Akademie dans la région MENA et du besoin identifié de comprendre ses particularités concernant les défis de communication posés par la migration et le déplacement.

Les questions de recherche suivantes ont soutenu cette étude :

1. Comment les médias nationaux traitent-ils les thèmes de la migration et du déplacement ? Les voix des migrants et des réfugiés sont-elles entendues dans les médias grand public ?
2. Quels sont les outils et stratégies de communication des acteurs-clés dans le domaine de la migration et du déplacement dans chacun des six pays approchés dans l'étude ?
3. Comment les migrants et les réfugiés accèdent-ils à l'information et comment communiquent-ils au sein de leurs communautés et de la société d'accueil ?
4. Les communautés de migrants et de réfugiés ont-elles accès aux informations nécessaires pour prendre des décisions en connaissance de cause ? Quelles informations cherchent-elles à obtenir ?
5. Quels sont, dans chaque pays, les initiatives de développement des médias existantes ?

Méthodologie

Pour cette étude, la DW Akademie a coopéré avec des chercheurs locaux basés dans chacun de six pays, travaillant individuellement ou en équipe. Leurs profils variés - parmi eux se trouvent des chercheurs, des journalistes et des agents du secteur humanitaire - nous ont permis d'inclure une variété de perspectives dans nos conclusions. Cela a également conduit inévitablement à des rapports de recherche variés dans le format, le style et l'orientation thématique, ce qui a permis d'aborder les circonstances individuelles de chaque pays. Afin d'assurer une certaine cohésion, la DW Akademie a élaboré des directives méthodologiques pour cette étude, y compris des questions d'entretien et des instructions pour les discussions de groupe en coordination avec les équipes de recherche. Après une recherche documentaire préalable sur le sujet de l'étude, nous avons élaboré des questions de recherche claires basées sur les intérêts et les besoins des agents du développement des médias travaillant dans ce domaine. Pour chacun de six pays, les chercheurs et la DW Akademie se sont mis d'accord sur les groupes cibles les plus importants à inclure dans cette recherche (communautés de réfugiés et/ou de migrants) et sur les parties prenantes les plus pertinentes à interviewer. Après avoir mené des interviews d'experts avec diverses parties prenantes - agents de développement des médias, fonctionnaires, représentants des communautés, professionnels des médias et universitaires -, les équipes de recherche ont organisé ensuite des groupes de discussion avec des membres des groupes cibles. En raison des délais de temps serrés, de la taille importante de la région et de la variété des participants des groupes de discussion, cette étude reste exploratoire.

Plusieurs des chercheurs ont rencontré des difficultés considérables lors des entretiens sur le terrain : au Liban, un soulèvement s'est déroulé, accompagné d'une crise économique profonde ; la Libye a connu une nouvelle période de combats et de conflits intenses ; l'Algérie a été marquée par un mouvement populaire réclamant des réformes politiques. Dans ces pays, la sécurité des équipes de recherche, des parties prenantes interviewées et des participants aux groupes de discussion a pris le pas sur des schémas méthodologiques strictes.

Migration mixte au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Partageant une histoire très longue de migration, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont façonnés aujourd'hui par des mouvements migratoires complexes et variés. La migration forcée et les déplacements internes sont le résultat de conflits de longue durée et toujours en cours en Irak, en Syrie, au Yémen et en Libye, entre autres. En 2020, plus de 5,5 millions de réfugiés syriens sont déplacés et hébergés dans diverses zones de la région - en majorité dans les pays voisins comme la Turquie, le Liban et la Jordanie. En raison de leur proximité géographique avec l'Europe, les pays de l'Afrique du Nord jouent un triple rôle dans le processus de migration et fuite : cette étude démontre qu'ils sont pays de destination - en majorité pour des personnes issues des pays de l'Afrique subsaharienne, pays de transit et d'émigration. Leur premier rôle pourrait être lié à la stratégie de l'Union européenne de l'externalisation de ses frontières - un sujet qui n'a pas été traité dans cette étude. En outre, il semble intéressant de mentionner que cette région est aussi composée des deux pays dont les ratios de réfugiés par habitant sont les plus élevés du monde : il s'agit du Liban et de la Jordanie.

En ce qui concerne les politiques nationales envers les migrants et réfugiés, et en nous basant sur les résultats obtenus par les chercheurs, nous pouvons diviser les six pays analysés pour cette étude en trois groupes. En premier lieu, on trouve les pays avec une stratégie nationale claire pour protéger les droits des migrants et réfugiés. Les pays qui font partie de ce groupe sont le Maroc et l'Algérie. Cette analyse positive est à prendre avec réserve puisqu'un décalage important peut être constaté entre ce qui est proclamé dans les stratégies nationales et ce qui est fait en pratique. Deuxièmement, on trouve des pays avec une stratégie nationale claire, mais qui ne protège pas les droits des migrants et réfugiés. C'est le cas pour le Liban et la Jordanie - à l'exception des réfugiés syriens officiellement enregistrés. Troisièmement, on peut réunir les pays sans stratégie nationale envers les migrants et réfugiés. La Libye et la Tunisie font partie de ce groupe.

Médias, migration et déplacement

À propos de la couverture médiatique des migrants et réfugiés, tous les rapports faits pour cette étude ont dressé le même constat : cette couverture est extrêmement négative, sensationnaliste et porte des jugements subjectifs. Très souvent elle a comme seul focus la migration irrégulière. Le langage utilisé est fréquemment décrit comme raciste et les productions médiatiques révèlent également l'absence d'un code éthique du journalisme et d'une compréhension de base pour ce sujet. Malgré cela, certaines personnes interrogées en Jordanie ont affirmé que les discours de haine seraient en diminution tandis que la connaissance des droits des réfugiés augmenterait. En outre,

certains interviewés en Jordanie et en Libye ont mentionné des radios communautaires qui produisent des couvertures plus appropriées et basées sur des faits réels.

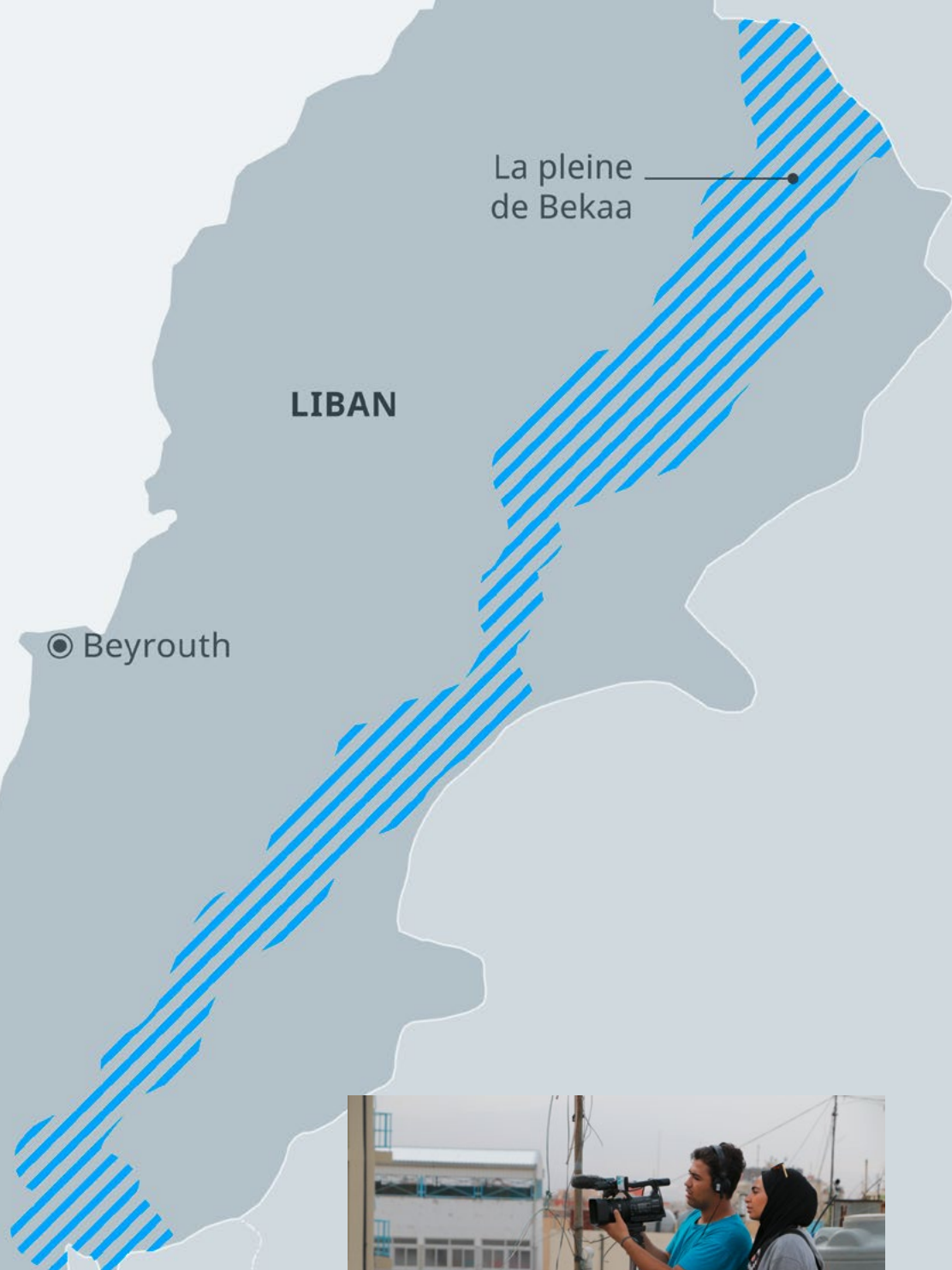
Les réseaux sociaux jouent un rôle indispensable pour tous les migrants et réfugiés. Plus précisément, les deux plateformes utilisées la plupart du temps sont WhatsApp et Facebook. Dans le même temps, l'importance de ces plateformes diminue lorsque les migrants et réfugiés séjournent dans un pays de transit et se préparent à poursuivre leur voyage vers leur pays de destination. Dans ce cas précis, il a été unanimement affirmé que la communication en face à face ou l'utilisation plus restreinte de ces réseaux sociaux - à travers des groupes dont l'accès est limité pour les membres de la communauté - deviennent plus importants. En outre, d'autres manières de communication comme l'assistance téléphonique ou les services par textos ont été mentionnés. Même si ces services sont proposés par les deux principaux acteurs internationaux chargés de gérer les dossiers des réfugiés et migrants, la CDHNU et l'OIM, les interviewés ont parfois mentionné un manque de confiance dans les informations diffusées à travers ces canaux. Ils avouent aussi avoir peur de partager leur numéro de téléphone pour y accéder. Dans les deux cas, les interviewés ont ajouté qu'elles utilisaient la communication en face à face comme source d'information supplémentaire, vérifiant ainsi les informations obtenues auprès des sources susmentionnées.

Sécurité des données

La protection des données personnelles est essentielle pour les personnes en situation de migration ou de fuite. Une fois de plus, le bilan dressé sur ce sujet est surprenant. On peut distinguer deux groupes principaux. Le premier groupe est composé du Maroc et de la Tunisie. Ces deux pays disposent de cadres juridiques de protection des données personnelles. Mais on peut toutefois s'interroger sur leur application réelle. Le second groupe est composé de l'Algérie, de la Libye, de la Jordanie et du Liban. Ces quatre pays ne disposent d'aucun instrument juridique visant la protection des données personnelles des migrants et des réfugiés. Des fuites régulières ainsi que la crainte des migrants et des réfugiés d'être persécutés par les forces de renseignement ont été signalées. En outre, certains interviewés ont mentionnés que ces fuites se produisent également au sein d'organisations internationales telles que la CDHNU.

Heike Thee, Chargée de projet, Deutsche Welle Akademie

02 Liban



La plaine de Bekaa

LIBAN

● Beyrouth



Des jeunes journalistes dans les camps réfugiés au Liban font un reportage pour la plateforme communautaire en ligne Campji

Résumé Liban

Ce résumé se base sur l'étude « Media, Migration and Refuge in the Middle East and North Africa. An explorative study for DW Akademie. Lebanon » réalisée par **Firas Talhouk**, chercheur, entre décembre 2019 et mars 2020.

Introduction

Au Liban, les deux grandes communautés de réfugiés sont constituées par les Palestiniens et les Syriens. Le Liban atteint le ratio de réfugiés par habitant le plus élevé au monde. La politique libanaise de résidence est très restrictive. Elle rend l'obtention voire le maintien d'un statut légal pour les réfugiés très difficile. Au Liban, migrants et réfugiés sont exposés à un risque élevé d'exploitation et de restriction des services de première nécessité.

Le Liban est également un pays de destination pour les travailleurs migrants. Ces derniers sont soumis au système de Kafala (parrainage). Les travailleurs domestiques migrants qui cherchent à obtenir justice se heurtent souvent à des obstacles juridiques et à des enquêtes incomplètes. Enfin, le système restrictif de visa conduit régulièrement à l'expulsion forcée, voire à l'emprisonnement.

Principales conclusions

Les migrants et réfugiés interviewés ne sont pas informés de leurs droits et obligations. Même si la CDHNU et ses canaux de communication sont les principales sources d'information pour les communautés de réfugiés et de migrants, ces derniers ont exprimé leur ressentiment envers la CDHNU, en faisant référence à leur traitement inhumain. En conséquence, les migrants aussi bien que les réfugiés font davantage confiance aux informations qu'ils obtiennent d'une personne de leur propre communauté.

Les personnes interrogées soulignent qu'elles préfèrent utiliser activement les canaux de communication afin de transmettre leurs besoins plutôt que de recevoir passivement des informations par leur intermédiaire.

Les médias libanais ne diffusent principalement que des reportages stigmatisants et subjectifs sur les réfugiés et migrants résidant au Liban. Pendant la crise des réfugiés syriens, notamment, les chaînes de télévision libanaise ont utilisé un langage raciste lorsqu'elles se sont adressées à ces réfugiés.

La première source d'information mentionnée par les interviewés est la conversation en face à face.

Je n'aime pas trop utiliser mon portable. J'ai beaucoup de tâches à faire autour du camp et de la tente. J'ai le temps d'écouter les représentants des organisations uniquement lorsqu'ils nous rendent visite ou nous demandent de venir les voir dans leurs centres [...].

Awatef, réfugié syrien

La deuxième source d'information la plus courante concerne les plateformes de réseaux sociaux, et plus principalement WhatsApp et Facebook. L'accès est généralement assuré par les smartphones personnels.

Mon camp est éloigné de toute organisation. Souvent, il m'est impossible de participer à des réunions en dehors du camp et les représentants des organisations ne nous touchent pas car nous sommes très loin. Mais WhatsApp et Facebook nous atteignent toujours. Nous avons le Wifi dans le camp. Chaque groupe de cinq tentes paie un tarif commun pour un modem. De cette façon, tout le monde a accès à Internet. Moi, je reçois des informations d'autres groupes fiables sur WhatsApp, comme le groupe qui m'a demandé de rejoindre ce groupe de discussion. Je vais également sur de nombreuses pages Facebook. La page Facebook de la CDHNU est très utile pour savoir à quel moment ils peuvent nous fournir de l'aide pour l'hiver.

Aa'la, réfugié syrien et chef de camp

Les travailleurs domestiques migrants déclarent utiliser la télévision comme principale source d'information car, très souvent, on leur refuse l'accès à Internet.

Les entretiens ont montré que les réfugiés et migrants au Liban n'ont généralement aucune connaissance en matière de sécurité des données personnelles. Simultanément, les numéros des réfugiés et migrants sont vendus en vrac à des escrocs qui essaient ensuite de les tromper, notamment ceux qui tentent désespérément de quitter le pays.

Recommandations

Firas Talhouk constate que les personnes interrogées ne sont souvent pas informées du tout de leurs droits et obligations en tant que réfugiés ou migrants. Une amélioration profonde de la communication concernant les sujets connexes devrait figurer en haut de la liste des projets à réaliser pour ce groupe cible.

Les interviewés demandent à prendre en main cette communication relative à leurs besoins. Ils souhaitent être des acteurs actifs à part entière et acceptent pour cela d'être formés pour le devenir.

En outre, les personnes interrogées ont réclamé des moyens de communication alternatifs et interactifs, à même de renforcer leur implication personnelle. Des moyens pour eux et avec eux.

Les réfugiés aussi bien que les migrants affirment avoir davantage confiance envers une personne de leur propre communauté qu'envers un représentant d'une organisation en charge de leur dossier. Pour cela, l'une des principales priorités devrait être de donner aux membres de la communauté les moyens de jouer le rôle d'intermédiaires entre les personnes appartenant à leur communauté et les acteurs des institutions extérieures. Par ailleurs, un ressentiment envers les organisations officielles comme la CDHNU a été exprimé. Le rôle prédominant des membres des communautés ou des intermédiaires entre les communautés et les organisations officielles pourrait être un moyen d'améliorer leurs relations.

03 Jordanie

● Mafraq

◎ Amman

JORDANIE



Camp de réfugiés de Zaatari près de la frontière nord de la Jordanie avec la Syrie

Résumé Jordanie

Ce résumé est basé sur l'étude « Media, Migration and Refuge in the Middle East and North Africa. An explorative study for DW Akademie. Jordan », réalisée par le chercheur **Philip Madanat** entre décembre 2019 et mars 2020.

Introduction

La Jordanie est un pays qui a une longue expérience en ce qui concerne l'accueil des personnes qui fuient les conflits régionaux. Tout d'abord avec les Palestiniens arrivant en 1948, puis les Irakiens en 1990 et 2003, et enfin les Syriens en 2011. Aujourd'hui, la Jordanie est le deuxième pays du monde en termes de nombre de réfugiés par habitant, après le Liban. En ce qui concerne le flux d'informations et l'accès aux services de secours d'urgence, les camps de réfugiés sont les endroits où ceux-ci sont accessibles le plus facilement, à condition qu'ils ne se trouvent pas dans des zones rurales. Nombreux sont les réfugiés qui souhaitent faire venir les membres de leur famille en Jordanie. Ceux qui attendent pour le faire souffrent gravement d'être séparés. Au cas où des membres de la famille demeurent dans des pays tiers, les réfugiés souhaitent s'y établir. Hormis pour les Syriens enregistrés, les réfugiés rencontrent de nombreuses difficultés lorsqu'ils cherchent à faire valoir leur droit de résidence et l'accès aux services de santé. Le manque d'informations fiables, les barrières linguistiques et la discrimination sont les principaux obstacles qu'ils doivent surmonter dès leur arrivée dans le pays d'accueil.

Par conséquent, les réfugiés confrontés aux plus grands obstacles restent souvent les personnes les plus exclues de la société. Ceci touche aussi les enfants : une fois que leur famille est enregistrée, ces derniers ont le droit d'aller à l'école mais, dans certains cas, les parents ne souhaitent pas qu'ils y aillent par crainte de les voir subir davantage de discrimination.

Les réfugiés sont parfois expulsés pour des raisons de sécurité. Ceux qui choisissent de retourner en Syrie bénéficient d'un délai de grâce pour retourner en Jordanie.

Principales conclusions

L'exclusion sociale - aussi par rapport aux médias - reste un problème sévère pour tous les réfugiés demeurant en Jordanie. Le principal obstacle à une meilleure inclusion est également l'absence de permis de travail, sans lequel les réfugiés risquent d'être rejetés ou d'être exploités dans le cadre de leur emploi.

En ce qui concerne les médias traditionnels, la télévision - particulièrement les stations panarabes et certaines chaînes de l'opposition syrienne, mais aussi les émissions d'actualités nationales et internationales - sont fréquemment suivies quand

elles abordent le thème des réfugiés syriens. Selon certains interviewés, la couverture des problèmes de ces réfugiés est sous-représentée. Les programmes de certaines stations de radios communautaires constituent des exceptions.

Les réseaux sociaux, Facebook (Messenger) et WhatsApp en particulier, sont mentionnés comme des sources importantes pour les actualités locales et la communication sur place. Cette communication inclut celle avec les membres de la communauté aussi bien que celle avec les organisations de réfugiés comme le HCNUR. En outre, des services de messagerie SMS et des assistances téléphoniques sont fréquemment mises à disposition. Certains réfugiés hésitent à partager leur numéro de téléphone en raison des mauvaises expériences faites avec des autorités de sécurité. Le HCNUR permet aussi la communication en face à face dans ses centres communautaires. Les réfugiés ont parfois tendance à se rendre personnellement sur place pour vérifier les informations.

Parmi les organisations internationales, le HCNUR jouit de la meilleure réputation. En ce qui concerne la sécurité des données personnelles, certains interviewés ont rapporté des fuites occasionnelles.

Le chercheur Philip Madanat constate que la couverture médiatique des sujets relatifs aux réfugiés est généralement en baisse et que la couverture médiatique est très fluctuante. Les représentants des médias et des organisations interrogés pour ce rapport affirment que les discours haineux sont en baisse et que la connaissance des droits de réfugiés s'amplifie. Malgré cela, certains interviewés ont souligné qu'ils n'élèveraient jamais leur voix en tant que réfugiés parce qu'ils n'ont pas l'impression que ceci pourrait améliorer leur situation - et aussi parce qu'ils craignent de se faire expulser par le gouvernement.

Un des problèmes que les migrants syriens rencontrent est le manque d'accès à des informations fiables et utiles. La majorité des réfugiés syriens ne sait pas où aller et à qui parler pour résoudre des problèmes humanitaires de base.

Daoud Kuttab, Directeur du Community Media Network

Recommandations

Philip Madanat propose d'adapter les projets de développement des médias pour les réfugiés en fonction de leurs besoins spécifiques, de leur type de logement (à l'intérieur ou à l'extérieur d'un camp de réfugiés), de leur nationalité ainsi que des difficultés politiques et sociales rencontrées sur le terrain. Des projets devraient être proposés aux radios communautaires en ligne, pour développer des applications mobiles et pour intro-

duire une formation à la sécurité des données. Par ailleurs, Madanat souligne l'importance d'inclure la consolidation de la paix et la résolution des conflits dans des projets médias destinés aux réfugiés qui prévoient de s'installer ailleurs ou de retourner dans leur pays.

Madanat souligne que les réfugiés ont besoin d'applications numériques faciles à utiliser ayant pour objectif de faciliter la diffusion de l'information, d'augmenter la connaissance de leurs droits et obligations, de propager les opportunités de travail, de formations et les possibilités de networking. Il pense que des partenariats entre le secteur public et le secteur privé pourraient être efficaces quand il s'agit de fournir de l'aide à des groupes homogènes (par ex. les étudiants universitaires).

D'une manière générale, Madanat appelle à la conception d'un « plan B » en consultation avec les participants impliqués dans les activités du projet afin de pouvoir facilement réagir aux changements de contexte qui peuvent survenir.

04 Libye

● Tripoli

LIBYE



Résumé Libye

Ce résumé se base sur l'étude « Media, Migration and Refuge in the Middle East and North Africa. An explorative study for DW Akademie. Libya » réalisée par les chercheurs Zuhair Abusrewil et Moutaz Ali, entre décembre 2019 et février 2020.

Introduction

La Libye est une porte d'entrée - autrefois vers l'Afrique, aujourd'hui vers l'Europe. Ce changement de paradigme a eu lieu après la fin du règne de Mouammar Kadhafi, à l'époque du vide du pouvoir libyen. Ainsi, des réfugiés venant principalement d'Égypte, du Soudan, du Niger ou du Tchad, voient désormais la Libye comme pays de transit vers l'Europe. En outre, les migrants résidents ont commencé à quitter la Libye en raison d'une situation économique instable et de la corruption aggravée des autorités gouvernementales chargées de délivrer les permis de séjour et de travail.

Suite à toutes les étapes politiques qui ont succédé à la révolution, la question des migrants a été abandonnée et la priorité a été donnée aux guerres croissantes ainsi qu'à la crise financière et économique. Le manque de leadership apparu à la fin du règne de Kadhafi avec le nouveau gouvernement est la raison principale pour laquelle toutes les structures dédiées aux migrants et aux réfugiés se sont détériorées. Ceci explique aussi pourquoi les organisations étrangères jouent un rôle prédominant dès lors qu'il s'agit de protéger, de prendre en charge et d'informer les migrants et réfugiés en Libye.

Principales conclusions

L'année 2018 a été marquée par une très forte émigration et l'escalade des affrontements autour de Tripoli. Ceci a provoqué la chute du dinar libyen et, par conséquent, un plus grand nombre de migrants a quitté le pays pour rejoindre l'Europe ou rentrer dans leur pays d'origine. Comme les migrants représentaient une part considérable de la main d'œuvre en Libye, leur départ a provoqué une inflation des prix d'environ 300 %.

Les organisations internationales sont en charge de presque tous les services relatifs à l'immigration. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCRNU) est considéré comme l'organisation la plus efficace. Il est suivi par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Malgré leur rôle important, ces organisations sont aussi critiquées par les acteurs locaux. La critique la plus récurrente concerne le manque d'informations complètes concernant les droits des migrants et des réfugiés.

À l'exception de médias moins importants, les médias locaux en Libye n'accordent pas beaucoup d'attention aux problèmes des

migrants et des réfugiés. La Libyan Cloud News Agency (LCNA) fait figure d'exception : elle a mis en place un département consacré spécialement aux sujets autour de la migration dans le pays.

Les sources d'information varient en fonction des paramètres individuels comme le statut économique, la nationalité ou le niveau d'éducation, mais aussi en fonction de l'infrastructure des médias et des communications du pays où ils séjournent.

Tout au long de notre voyage, nous dépendons fortement de la communication avec nos familles et amis, soit par téléphone, soit via Facebook, pour leur poser des questions sur les étapes à venir, notamment sur la sécurité et la façon de vivre.

Muna, 30 ans, réfugiée somalienne

La plupart des principales parties prenantes dans le domaine de la migration (forcée) affirme que le meilleur moyen de communiquer avec la communauté des migrants et des réfugiés est le face à face. Le deuxième meilleur moyen, ce sont les réseaux sociaux, notamment Facebook Messenger.

De nombreux migrants et réfugiés sont actifs sur les réseaux sociaux. Bien que les organisations internationales n'aient pas reçu de formations spécifiques sur la sécurité des données personnelles, elles demandent toujours le consentement des migrants avant d'utiliser des vidéos, des photos ainsi que les histoires qui y sont liées. Elles décident fréquemment de ne pas utiliser les informations personnelles pour leurs productions média externes.

Recommandations

En se basant sur les recherches effectuées pour cette étude, Zuhair Abusrewil et Moutaz Ali recommandent les projets suivants :

- Des cafés multilingues : cette recommandation est liée au grand succès que ce projet a connu en Égypte. Il offre aux migrants et aux réfugiés la possibilité d'entrer en contact les uns avec les autres, ainsi qu'avec les membres de la communauté et les hôtes. Le cadre du café semble idéal puisqu'il crée une ambiance intime et détendue ;
- Des projets journalistiques transfrontaliers : ceux-ci devraient être multilingues et rassembler des journalistes de différents pays touchés par la migration. Ceci permettrait d'aborder les mêmes défis sous des angles différents. Des actions concrètes qui en découleraient pourraient être envisagées :
- Émissions de radio dans d'autres langues que l'arabe et/ou l'anglais ;
- Des comptes d'information multilingues sur les plateformes

des réseaux sociaux ;

- Des applications pour smartphones qui fournissent des informations dans plusieurs langues ;
- De courts messages SMS envoyés par les sociétés de communication aux téléphones entrant sur le territoire libyen pour mettre en relation migrants et réfugiés avec les hôtes ;
- Des panneaux de rue indiquant les contacts des organisations internationales impliquées ;
- La sensibilisation des médias locaux aux défis auxquels les migrants et les réfugiés sont doivent faire face ;
- La formation des journalistes locaux, mais aussi des migrants et réfugiés talentueux afin de créer des contenus médiatiques multilingues sur les questions de migration.

05
Tunisie



● Tunis

● Sfax

TUNISIE

Résumé Tunisie

Ce résumé se base sur l'étude « Media, Migration and Refuge in the Middle East and North Africa. An explorative study for DW Akademie. Tunisia », réalisée par M. Ahmed Rafrafi, chercheur, entre décembre 2019 et mars 2020.

Introduction

La Tunisie a une longue histoire en tant que pays hôte pour les migrants et réfugiés. De nos jours, elle se transforme lentement d'un pays de transit pour réfugiés et migrants en route vers l'Europe en un pays de destination. Ce changement de paradigme repose sur les possibilités d'emploi, un enseignement public de meilleure qualité et moins coûteux que dans d'autres pays du continent africain, combinés avec des exemptions de visa pour un nombre croissant de nationalités différentes. Néanmoins, en ce qui concerne les jeunes migrants, la Tunisie reste un pays de transit vers l'Europe. En outre, depuis 2014, la Tunisie accueille environ un million de Libyens qui ne sont pas officiellement classés comme migrants. Selon l'Institut National de la Statistique en Tunisie (INS), en 2018, environ 65 000 migrants étaient officiellement enregistrés. Ils sont principalement originaires de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Sénégal et du Nigéria.

La gestion des migrants et des réfugiés arrivant en Tunisie est principalement assurée par des institutions internationales comme le HCNUR ou l'OIM. Dans le même temps, il n'existe pas de politiques publiques claires de la part des institutions étatiques en charge des réfugiés et des migrants.

Principales conclusions

Il y a deux grands types de migrants et de réfugiés en Tunisie : le premier type voit en la Tunisie post-révolutionnaire un pays de liberté, un port pour se réfugier d'un régime dictatorial et un nouvel espoir pour beaucoup d'Africains. Le deuxième type, qui constitue la majorité, considère la Tunisie comme une étape essentielle avant d'atteindre l'Europe.

Jamila Ksiksi, Membre du Parlement tunisien et activiste pour les droits des réfugiés et migrants

Parce que les raisons individuelles pour lesquelles migrants et réfugiés séjournent temporairement en Tunisie sont complexes, il est quasiment impossible d'établir leur nombre exact. Le consultant sur l'immigration pour l'OIM, Touré Blamassi, résume les trois

principales voies d'entrée en Tunisie : les vols, l'entrée en provenance de la Libye après avoir traversé d'autres pays Africains et l'entrée par force des individus qui se sont fait arrêter par les autorités tunisiennes lorsqu'ils ont tenté de partir vers l'Europe à partir du territoire libyen. L'entrée la plus facile - par avion - ne signifie pas que le séjour en Tunisie le sera aussi :

Une fois arrivées à l'aéroport de Carthage, elles sont emmenées dans les villas des familles aisées où elles servent comme domestiques. L'employeur confisque leur passeport afin d'être sûr qu'elles ne s'échappent pas et les force à travailler pendant des mois sans être payées car les trafiquants reçoivent leurs six premiers mois de salaire, à l'avance, et sans les informer. À ce moment-là, le numéro du trafiquant cesse de fonctionner et la victime n'a plus aucun recours.

Christina, 28 ans, Ivoirienne

En ce qui concerne la couverture médiatique des sujets concernant les migrants et les réfugiés, on observe une confusion des concepts concernant leurs différents statuts. Par ailleurs, il s'avère que les médias pourraient exercer plus de pression sur les décideurs politiques pour préserver la dignité des migrants et des réfugiés en Tunisie. En outre, des plateformes de dialogue sur les questions relatives aux migrants devraient être explorées. Ces observations peuvent expliquer, d'une part, la couverture médiatique superficielle et occasionnelle des problèmes des migrants et des réfugiés et, d'autre part, les reportages biaisés et sensationnels.

Les réfugiés et migrants qui entrent en Tunisie reçoivent des informations sur le voyage et la situation migratoire principalement par l'intermédiaire d'autres réfugiés et migrants, au cours de rencontres directes ou par téléphone. Les réseaux sociaux sont eux aussi abondamment utilisés. Conformément à la Constitution tunisienne, toutes les personnes séjournant en Tunisie bénéficient de la protection des données privées. Mais on est en droit de s'interroger sur la réelle mise en pratique de dispositions dans les faits.

Recommandations

Selon le chercheur Ahmed Rafrafi, l'accès des migrants et des réfugiés à des informations fiables devrait être amélioré en soutenant les organisations internationales, les associations de la société civile, leurs initiatives et les partenaires locaux. Les représentants des médias doivent recevoir

des formations afin de pouvoir rendre compte des migrants et des réfugiés de manière appropriée et professionnelle. Une manière efficace de réduire les stéréotypes et les fake news sur les migrants et les réfugiés serait de renforcer le réseau des professionnels des médias qui s'efforcent d'informer l'opinion publique au sujet de ces groupes par le biais de formats journalistiques différents.

Des campagnes de sensibilisation pourraient attirer l'attention de la société tunisienne au sens large sur les questions relatives aux réfugiés et aux migrants en général, et plus particulièrement sur l'exploitation et la violation des droits humains. La dernière recommandation du chercheur est d'organiser des formations sur la sécurité des données personnelles et sur la confidentialité pour les entités en charge des affaires de migration et des réfugiés en Tunisie.

06 Algérie

● Oran

⊙ Alger

● Tindouf

ALGÉRIE



Les smartphones jouent un rôle essentiel dans la vie des réfugiés et des migrants

Résumé Algérie

Ce résumé se base sur le rapport « Réfugiés, migrations et médias en Algérie. Rapport de situation », réalisé par Mme Nawel Guellal, chercheuse, entre janvier et mars 2020.

Introduction

Dans le contexte du mouvement populaire « Hirk » et de la multiplication des défis sécuritaires avec ses voisins, la politique algérienne a été réduite à une approche sécuritaire. En parallèle, les flux de migration vers l'Algérie restent importants. Pourtant, l'interdiction officielle de publier des chiffres exacts empêche d'en exposer les détails.

Principales conclusions

Pour de nombreux migrants et réfugiés, l'Algérie est passée successivement d'un pays de transit à un pays de destination. Ceci s'avère particulièrement vrai pour les migrants subsahariens, en provenance principalement d'Afrique occidentale et d'Afrique centrale. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), environ 500 migrants en situation irrégulière entrent chaque jour en Algérie.

Pour ces derniers, les smartphones sont de véritables bouées de sauvetage digitales. Ainsi, Facebook et WhatsApp sont les principaux outils que les migrants et les réfugiés utilisent pour communiquer. Le discours des médias publics algériens sur les migrants et les réfugiés est extrêmement négatif. Souvent, ces personnes sont vues comme des criminels. Toutefois, des militants algériens ont organisé en mai 2018 une pétition intitulée « Nous sommes tous des migrants ». Elle a été soutenue par environ 80 organisations nationales et régionales de la société civile. Son objectif principal était de dénoncer les déclarations racistes de l'ancien premier ministre Ahmed Ouyahia sur les migrants subsahariens.

Il n'existe aucune structure publique ou privée qui assure la protection des données des migrants et des réfugiés en Algérie.

Nous ne faisons rien en matière de communication, ils nous contactent directement. Parce que la question est trop sensible - nous parlons ici de migrants en situation irrégulière - nous ne pouvons pas aller les chercher. Ils viennent à notre rencontre. Ensuite, nous affichons des informations sur différentes affiches ici au bureau - c'est le maximum que nous puissions faire.

Nous sommes assez connus parmi les communautés de migrants.

Père Jan, Rencontre et développement, Alger

Tout de même, l'Algérie a ratifié la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (CRMW) en 2004. Une mesure visant davantage à renforcer les droits de la diaspora algérienne plutôt que de promouvoir ceux des étrangers présents en Algérie.

Recommandations

Selon la chercheuse Nawel Guellal, une coopération avec les organismes gouvernementaux serait favorable afin de pouvoir profiter de leurs données et recherches. Une telle coopération pourrait aussi améliorer le travail des ONGs dont migrants et réfugiés sont les groupes cibles. De cette manière, les besoins de ces publics en Algérie pourraient être analysés plus précisément. En outre, des outils permettant de surveiller les flux des migrants pourraient être développés. Enfin, la publication des chiffres officiels pourrait aussi aider à augmenter le nombre de productions médiatiques basées sur des faits plutôt que sur des ressentiments.

Organiser des formations et des ateliers ciblés pour des représentants des médias et des ONGs pourrait aider à augmenter le nombre de reportages sur les réfugiés et les migrants basés sur des faits. Cela contribuerait également à transmettre des compétences journalistiques favorisant un traitement professionnel de sujet. En outre, les journalistes formés pourraient aborder le sujet de telle manière que cela puisse contrebalancer les discours de haine en lien avec les migrants et réfugiés, mais aussi questionner la rhétorique politique officielle et informer plus objectivement sur ce sujet.

Il existe des groupes Facebook dans lesquels on trouve des publications de passeurs proposant leurs services à des tarifs indéfinis. Nous pourrions protéger de nombreux migrants potentiels de l'escroquerie en dénonçant ces passeurs et en surveillant leurs profils.

Des podcasts relatant les histoires de réfugiés de manière anonyme pourraient constituer un autre canal de communication pour partager les expériences et pour offrir des conseils aux migrants potentiels.

Toute initiative pour les migrants et les réfugiés en Algérie devrait coopérer avec les ONGs et les associations locales sur le terrain. En raison de diverses entraves et difficultés institutionnelles, il est important de renforcer les capacités de tous les acteurs liés aux projets médiatiques destinés aux communautés de migrants et de réfugiés. Ce renforcement pourrait

par exemple être assuré par des formations sur la création de contenus médiatiques. D'autres thèmes de formations pourraient être développés. Par exemple : comment trouver des partenaires sur le terrain ou encore comment trouver les fonds et les ressources nécessaires pour leur mission.

07

Maroc

● Rabat
● Casablanca

MAROC



Résumé Maroc

Ce résumé se base sur « Étude sur le refuge, la migration et les médias. Maroc », étude réalisée par M. Salaheddine Lemaizi, chercheur et journaliste, en janvier et février 2020.

Introduction

La position géographique du Maroc comme pays-frontière de l'Europe qui se situe au cœur de la route migratoire de la Méditerranée occidentale fait qu'il joue un triple rôle dans le processus de refuge et de migration : le Maroc est à la fois un pays de transit - principalement pour les personnes d'immigration irrégulière, un pays d'émigration et un pays d'installation pour la migration de travail. En outre, l'Union Européenne mène une politique d'externalisation de ses frontières vers le Maroc. Ceci fait que le Maroc agit aussi comme un état tampon.

Principales conclusions

La migration irrégulière reste dans le focus de l'intérêt politique et médiatique malgré le fait que le Maroc joue un rôle beaucoup plus complexe dans le processus de migration et de refuge. Depuis 2014, le Maroc a mis en place la Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile (SNIA). Elle vise « l'intégration sociale, économique et culturelle des populations migrantes régularisées ». Malgré cela, un retour vers la gestion sécuritaire des migrations peut être constaté. Les migrants et réfugiés sont invisibles dans les médias marocains. Ceci peut être expliqué par le manquement de ces derniers à la déontologie sur ces thématiques, mais aussi par les barrières linguistiques et le manque d'intérêt pour les questions migratoires.

Les migrants disposent de peu d'informations sur le parcours migratoire et les risques liés à la migration irrégulière.

La personne qui a organisé mon voyage au Maroc me disait qu'on arriverait en Espagne très facilement. Arrivée au Maroc, je me sens trompée par ce manque d'informations. Maintenant, je suis bloquée au Maroc, sans ressources.

Femme migrante, Rabat

Les informations que reçoivent les migrants proviennent principalement de WhatsApp et Facebook, étant donné que la communication des ONGs de migrants reste faible et peu structurée.

Les migrants et réfugiés ont des besoins en communication

diversifiés. Toutefois, on peut constater que la priorité est donnée aux informations sur les services de base et à la promotion des échanges multiculturels.

Nous n'arrivons pas encore à fournir une information précise sur certains sujets pour la communauté. Nous faisons face à la multiplication des canaux qui créent un brouillage des messages principaux.

Acteur associatif de la communauté migrante, Rabat

La question de la confidentialité des données privées est relativement nouvelle au Maroc. Il y a la Commission Nationale de contrôle de la Protection des Données à caractère Personnel (CNDP), mais les migrants et réfugiés résidants au Maroc ne connaissent pas leurs droits concernant la protection des données personnelles.

Les migrants n'ont pas vraiment de choix et sont obligés de fournir leurs données privées à des associations ou des organisations internationales, particulièrement s'ils ont besoin d'un certain service de besoin premier.


Migrant, Rabat

Recommandations

Les recommandations élaborées par Salaheddine Lemaizi envisagent une correction de l'approche en place : au lieu d'attendre des médias sur place de fournir les informations sur les migrants et réfugiés, il lui semble plus efficace de renforcer les capacités de communication des organisations de migrants et de réfugiés. De cette manière, Lemaizi pense que les médias et l'opinion publique au Maroc pourraient être atteints plus facilement, que ceci pourrait mettre fin à l'isolement médiatique des migrants et des réfugiés et que les organisations de la société civile pourraient acquérir les moyens techniques nécessaires pour communiquer sans intermédiaires avec les médias. Cette approche ne signifie pas que les médias classiques et journalistes sont mis à l'écart. Au contraire, il est recommandé à ce que le travail avec eux soit intensifié. Ainsi, Lemaizi divise ses recommandations en trois axes. Le premier axe est celui du renforcement des capacités de communication des organisations de migrants et de réfugiés. Le deuxième axe est celui qui vise la formation des journalistes et des médias classiques sur le sujet de la migration et le refuge. Le troisième axe est celui qui vise à soutenir d'une manière plus ciblée les productions des journalistes de qualité travaillant sur ce sujet. Ce soutien devrait

inclure des formations adaptées aux besoins spécifiques autour des productions sur les migrants et réfugiés, ainsi que l'attribution de fonds ou prix d'excellence spécifiquement pour les journalistes travaillant sur cette thématique. L'objectif principal de toutes ces mesures devrait être de déconstruire les stéréotypes et de promouvoir la diversité culturelle.

 [DWAkademie](#)

 [@dw_akademie](#)

 [DWAkademie](#)

 dw.com/newsletter-registration

 dw.com/mediadev

La DW Akademie est le centre de la Deutsche Welle pour le développement international des médias, la formation journalistique et le transfert de connaissances. Grâce à ses projets, elle renforce le droit de l'homme à la liberté d'expression et à un accès sans entrave à l'information. La DW Akademie permet aux gens du monde entier de prendre des décisions libres, fondées sur des faits fiables et un dialogue constructif.

La DW Akademie est un partenaire stratégique du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement. Elle est également active grâce à des fonds du ministère allemand des Affaires étrangères et de l'Union européenne, et ce dans une cinquantaine de pays émergents et en développement.



Made for minds.